

Jaurès et le parti socialiste

Benoît Kermoal*

* *Doctorant à l'EHESS,
enseignant en histoire
au lycée Saint-Exupéry,
Mantes-la-Jolie*



Entre les mois d'avril et de mai 1914, Jean Jaurès évoque essentiellement dans ses articles des questions liées aux élections législatives en cours¹. Il a ainsi la possibilité de revenir sur une série d'aspects liés à ses conceptions du rôle d'un parti socialiste : ses buts, ses liens avec le pouvoir et plus largement ses références nationales ou internationales. Il clarifie en premier lieu, par ses interventions, les missions qu'il confie à la SFIO, jeune parti né en 1905. Le 28 avril 1914, il explique ainsi dans *l'Humanité* que l'avenir prochain « sera au parti des formules claires et des solutions nettes ». Avant de poursuivre : « C'est à la netteté de son attitude, c'est à la précision de son programme, c'est à l'unité essentielle de sa pensée que le Parti socialiste doit les succès incontestables du scrutin de dimanche et les victoires dès maintenant certaines du 10 mai prochain². » Le directeur politique du quotidien de la SFIO est très satisfait : il faut dire qu'il a été élu dès le premier tour et, avec lui, plusieurs autres ténors du parti comme Marcel Sembat, Édouard Vaillant ou Jules Guesde ; quarante élus en tout, et une soixantaine de candidats en ballottage favorable. S'arrêter sur ce réel succès nous permet d'étudier les rapports entre Jaurès et le parti, avant et après l'unification, et de mesurer le rôle que le député de Carmaux a joué dans l'édification d'une famille socialiste.

1. Les deux tours du scrutin ont lieu les 26 avril et 10 mai 1914.

2. Jean Jaurès, « Action claire », *l'Humanité*, 28 avril 1914, p. 1 (en ligne : gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2538099.langFR).

La Fondation Jean-Jaurès met en œuvre partout en France et tout au long de l'année 2014 de nombreuses initiatives pour commémorer le centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès. Retrouvez chaque semaine une nouvelle note de l'auteur qui, à partir d'un article de Jean Jaurès à la même date en 1914, nous fait redécouvrir l'homme et ses idées.

Jaurès et le parti socialiste

LE LONG CHEMIN VERS L'UNITÉ

L'unification des forces socialistes est le résultat d'un long processus : plusieurs luttes entre les différents courants, parfois violentes, ont précédé la création de la Section française de l'Internationale ouvrière, en 1905. On peut distinguer avant l'unité cinq grandes tendances qui ont encore par la suite une influence au sein de la SFIO. Il y a tout d'abord le courant conduit par Jules Guesde³, dont les partisans sont réunis dans le Parti ouvrier français. Cette tendance se réclame du marxisme et on lui doit les premières utilisations des écrits de Marx dans la vie politique française. Révolutionnaires, les guesdistes ont la volonté d'organiser et de structurer le Parti ouvrier pour développer la propagande et convaincre les masses populaires de la nécessité d'une transformation radicale de la société. Jules Guesde est plus âgé que Jaurès, il a participé à la Commune de Paris en 1871, a connu la prison et l'exil. Député de Roubaix, il est avant tout convaincu de l'utilité de la conquête révolutionnaire du pouvoir, de la suprématie de la lutte des classes et il dispose, grâce à l'aide de Paul Lafargue⁴, d'une bonne connaissance des organisations socialistes étrangères. Après l'unification de 1905, Guesde et ses partisans, qui forment le gros des troupes militantes, ont la volonté de contrôler au maximum les instances et la ligne politique du nouveau parti. Ils ne souhaitent pas, contrairement à Jaurès, accorder trop d'importance aux principes républicains, car selon eux une certaine orthodoxie marxiste doit guider l'action de la SFIO.



Le deuxième courant socialiste se veut l'héritier de Louis-Auguste Blanqui, mort en 1881. Tentés par l'insurrection révolutionnaire, les blanquistes, qu'on appelle de plus en plus à partir de la fin du XIX^e siècle les vaillantistes, du nom d'Édouard Vaillant⁵, sont regroupés au sein du Parti socialiste révolutionnaire à partir de 1898. Vaillant a un passé de communard qui lui vaut le respect de tous les militants socialistes et une autorité certaine, il tente de concilier les moyens d'action afin de créer les conditions de l'avènement du socialisme. Partisans de la lutte des classes eux aussi, les vaillantistes se rapprochent toutefois de Jaurès après 1905 ; ils ont en commun de vouloir dépasser la

3. Voir Claude Willard, *Jules Guesde, l'apôtre et la loi*, Paris, Les Éditions ouvrières, coll. « La part des hommes », 1991.

4. Gendre de Marx, Paul Lafargue (1842-1911) est surtout connu pour avoir écrit *Le Droit à la paresse* (1880). Voir Paul Lafargue, *Paresse et Révolution. Écrits 1880-1911*, préfacé et annoté par Gilles Candar et Jean-Numa Ducange, Paris, Tallandier, coll. « Texto », 2009.

5. Voir Jolyon Howorth, *Édouard Vaillant. La création de l'unité socialiste en France*, trad. de l'anglais par l'auteur avec la collaboration de Marie-Christine Mouton, Paris, Edi : Syros, 1982.

Jaurès et le parti socialiste

contradiction apparente entre réforme et révolution. Vaillant a, de plus, la mainmise sur la fédération socialiste de la Seine, la plus importante, et peut-être la plus remuante, du pays à l'époque.

Les deux courants suivants, un temps unis, sont les partisans de Paul Brousse et les membres du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, regroupés autour de Jean Allemane. Les premiers sont réformistes et veulent parvenir au socialisme par des améliorations graduelles de la société. Les seconds sont au contraire en faveur de la grève générale, se méfient de toutes les organisations politiques et insistent sur l'action ouvrière pour parvenir à la révolution socialiste.

Enfin, aux côtés de ces quatre grandes tendances, on trouve des socialistes indépendants. Ils ne se reconnaissent pas dans les différents regroupements évoqués et sont souvent à l'initiative des tentatives d'unification. On y rencontre surtout des individualités, comme Jaurès, qui peut être rattaché à cet ensemble. Mais c'est son ami Alexandre Millerand qui est l'homme le plus en vue de ces socialistes indépendants. Cet avocat prononce en 1896 une allocution, restée célèbre sous le nom de « discours de Saint-Mandé », où il appelle à l'unification. En 1899, en pleine affaire Dreyfus, il accepte d'entrer dans le gouvernement de défense républicaine dirigé par Waldeck-Rousseau.



JAURÈS ET LE RASSEMBLEMENT SOCIALISTE

Paradoxalement, la participation au pouvoir d'un socialiste va accélérer le mouvement d'unité. Dans le contexte bien particulier de l'affaire Dreyfus, Jaurès a soutenu l'entrée de Millerand au gouvernement. Toutefois, ce dernier évolue rapidement vers la droite politique, et le tribun socialiste ne lui pardonne pas sa trop grande ambition personnelle. Il faut donc accélérer l'unification de toutes les forces socialistes pour éviter, d'une part, une déperdition des engagements militants et, d'autre part, pour élaborer un programme clair d'action socialiste. En 1898, Jaurès a déjà été à l'initiative d'un comité d'entente de toutes les tendances qui impose en 1900 sur la question de la participation gouvernementale. De cinq familles socialistes, on passe à deux : d'un côté, le Parti socialiste français, dans lequel Jean Jaurès a réuni les plus réformistes ; de l'autre, le Parti socialiste de France, où guesdistes et vaillantistes sont associés. Mais les tractations se

Jaurès et le parti socialiste

poursuivent, et Jaurès plaide avec force et sans relâche en faveur de l'unité. Il réussit peu à peu à convaincre les plus réticents, aidé en cela par l'action de la II^e Internationale, qui somme les socialistes français en 1904 de trouver le chemin de l'entente. Pour mener à bien la création d'un parti socialiste unitaire, Jaurès accepte tactiquement de ne pas jouer les premiers rôles. Lorsque le congrès de la salle du Globe à Paris – organisé du 23 au 25 avril 1905 – proclame la naissance de la SFIO, ce sont avant tout les idées de Guesde qui font l'objet d'un consensus : le nouveau parti certifie son origine internationaliste, valorise en premier lieu la lutte des classes et la révolution et place au cœur du corpus idéologique le marxisme. Cependant, Jaurès accepte cette situation parce que pour lui l'unité prime sur tout le reste. Maintenant que la famille est unie, il va chercher à imposer peu à peu ses idées et sa conception de l'idéal socialiste.

Jean Jaurès a entamé depuis le début du siècle une réflexion pour doter le parti en gestation d'une ligne politique claire. En faisant cela, il jette les bases d'une théorie socialiste qu'il défend jusqu'à sa mort. Il établit tout d'abord les liens intrinsèques entre le socialisme et la république. Il puise ses principales références dans la Révolution française et cherche également à concilier le socialisme et l'individualisme. Il intègre donc à son système de pensée la lutte des classes et les apports du marxisme tout en valorisant le respect des libertés individuelles, la prépondérance de la justice, l'approfondissement de la démocratie et de la république et la défense de la patrie. Une telle synthèse jaurésienne séduit de plus en plus de militants, mais aussi d'électeurs. Elle devient même la feuille de route de l'ensemble du parti à compter du congrès national de la SFIO de 1908. Prenant la parole devant l'ensemble des délégués fédéraux, Jaurès y présente une motion unitaire : « Voilà le sens de la motion sur ce point et tout entière elle respire un esprit de confiance, un esprit d'action, un esprit de vie, de combat. Non ! ce n'est pas un réformisme timide, bourgeois et abâtardi : c'est une action réformatrice, incessante, vigoureuse, continue, toujours animée par la passion révolutionnaire, par la sublime espérance d'un ordre nouveau : c'est une action permanente d'éducation, d'organisation, de progrès, et par là la motion se résume, porte en elle toutes les forces de vie et de mouvement de la classe ouvrière et elle porte en elle aussi cette force d'unité qui est dès maintenant dans le socialisme, et par cette force d'unité, le socialisme vaincra⁶. »



6. Discours de Jean Jaurès au 5^e congrès national de la SFIO tenu du 15 au 18 octobre 1908 à Toulouse, compte rendu sténographique, p. 488 (en ligne : gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5407381m/f489.image).



Ce discours se termine par une longue ovation de l'ensemble des délégués présents au congrès, et par l'adoption de la résolution par 325 voix sur 326 et une seule abstention. La ligne politique patiemment élaborée par le député de Carmaux triomphe. Cela permet de comprendre pourquoi il se montre si satisfait des résultats électoraux de la SFIO dans l'article qu'il publie le 28 avril 1914.

UNE SFIO JAURÉSIENNE EN 1914 ?

La situation de la SFIO en 1914 mérite-t-elle autant d'éloges ? Et Jaurès est-il pour autant le chef du parti à ce moment-là ? Ces deux points nécessitent d'être examinés. Il est vrai qu'il a réussi à devenir pour l'ensemble des Français le premier des socialistes. Édouard Vaillant s'est rallié à lui et Jules Guesde semble avoir moins d'influence sur le parti. Toutefois, d'autres tendances hostiles à Jaurès se manifestent, comme le courant de Gustave Hervé, prompt à vouloir déclencher une insurrection générale, ou encore celui d'Hubert Lagardelle, qui privilégie l'action syndicale au détriment de la participation à la vie politique dans la république. Pourtant, là aussi, Jaurès a laissé les divergences s'exprimer, dans et hors du parti, en accueillant par exemple dans les colonnes de *l'Humanité* les syndicalistes de la CGT, pourtant peu tendres avec les responsables socialistes. Surtout, il dispose de réseaux qui travaillent en sa faveur : Jaurès est proche de nombreux intellectuels qui aident à la diffusion de ses conceptions politiques bien au-delà des cercles socialistes. Ses victoires électorales dans le Midi ont donné de lui l'image d'un député déterminé, convaincant et fortement républicain. Il domine largement le groupe parlementaire socialiste par sa présence et son talent oratoire. Il dispose aussi avec *l'Humanité* d'une tribune qu'il utilise avec brio pour convaincre les plus dubitatifs du bien-fondé de ses idées. Enfin, il est aidé par ses amis et ses proches au sein de la SFIO qui œuvrent pour que le parti soit celui de Jaurès.



Mais peut-être sa probité à toute épreuve et son goût pour la justice sont-ils plus encore les atouts décisifs du grand tribun. À l'écart des manœuvres politiques, il semble avoir pour seul but le triomphe rapide du socialisme. Et pour celui qui incarne à lui seul ce puissant mouvement, la tâche est rude : en effet, en 1914, la SFIO n'a que 76 000 adhérents ; ses effectifs ont une croissance faible depuis 1905. Le Parti radical est par ailleurs un concurrent qui dispose d'un nombre bien plus grand d'élus. Plus encore, le

Jaurès et le parti socialiste

syndicalisme révolutionnaire de la CGT, qui compte 350 000 adhérents au même moment, concurrence les socialistes au sein du mouvement ouvrier. Pourtant, aux élections législatives de 1914, l'électorat en faveur de la SFIO augmente considérablement : 1 400 000 voix et surtout plus d'une centaine de députés. Cette « action claire », pour reprendre le titre de l'article de *l'Humanité*, a porté ses fruits. Cela dit, Jaurès doit encore convaincre et surtout clarifier le programme du parti : quelle place occuper face au gouvernement ? Quels temps d'action privilégier ? Que mettre en avant, le réformisme ou l'espérance révolutionnaire ? Quel rôle accorder à la France dans le concert des nations de plus en plus dissonant ? Dans les semaines qui suivent, le dirigeant socialiste doit affronter toutes ces questions et tenter d'y répondre.

Pour aller plus loin

La meilleure synthèse récente sur l'action de Jaurès au sein du parti socialiste :

- Gilles Candar, « Jaurès et le parti, retour sur un itinéraire », *Cahiers Jaurès*, n° 187-188, janvier-juin 2008, pp. 15-27 (en ligne : www.cairn.info/revue-cahiers-jaures-2008-1-page-15.htm). Ce numéro des *Cahiers Jaurès* intitulé *Les Débuts de la SFIO* donne une vision d'ensemble du parti de 1905 à 1914.

Deux autres références, l'une est centrée sur l'histoire du parti socialiste, l'autre concerne la vie politique française dans son ensemble :

- Michel Winock, *Le Socialisme en France et en Europe, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Histoire », 1992.
- Jean-Marie Mayeur, *La Vie politique sous la Troisième République, 1870-1940*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Histoire », 1984.

